

Statuts de l'association «Observatoire des pratiques policières»

Art. 1 dénomination

Il est constitué une association au sens des articles 60 et suivants du Code civil suisse dont le nom est «Observatoire des pratiques policières ».

Art. 2 siège

L'association a son siège à Genève.

Art. 3 but

L'association a pour but de lutter contre les violences policières, notamment:

- en observant les comportements policiers et en en produisant des éléments d'analyse ;
- en assurant une permanence d'aide, d'information et d'orientation pour les victimes de violences policières, principalement à Genève ;
- en informant et en sensibilisant la population et les autorités sur les situations de violences policières ;
- en assurant le contact avec les organes et autorités politiques.

Art. 4 membres

1. Peuvent être membres toute personne et organisation qui adhèrent aux buts de l'association.
2. La qualité de membre s'acquiert par simple requête écrite au Comité.

Art. 5 ressources et moyens

1. Les ressources de l'association proviennent des cotisations, des récoltes de fonds et de tous dons. Elles sont exclusivement et entièrement destinées à soutenir ses activités.
2. L'association utilise tous les moyens légaux à sa disposition afin d'atteindre ses buts.

Art. 6 organes

Les organes de l'association sont :

- l'Assemblée générale ;
- le Comité ;
- les vérificateurs des comptes.

Art. 7 assemblée générale

1. L'Assemblée générale est l'organe suprême de l'association. Elle possède tous les droits et les devoirs conformes aux buts de l'association et contrôle son bon fonctionnement.
2. Elle a le droit inaliénable :
 - a) d'élire le Comité et les vérificateurs des comptes lors de l'Assemblée générale statutaire;
 - b) de nommer des groupes de travail ;
 - c) de définir la politique de l'association ;
 - d) d'adopter le rapport de gestion du Comité et les comptes de l'exercice écoulé ;
 - e) de se prononcer sur toute proposition émanant du Comité ou d'un membre et figurant à l'ordre du jour ;
 - f) de modifier les statuts ou de dissoudre l'association.
3. Elle est composée des membres, qui disposent du droit de vote.
Des sympathisants peuvent y assister à titre d'observateurs et uniquement s'ils y sont invités par le Comité.
4. L'Assemblée générale est convoquée normalement au moins une fois par an par le Comité, au moins quinze jours à l'avance.
5. L'ordre du jour doit être communiqué aux membres au moins sept jours à l'avance.
6. L'Assemblée générale peut être convoquée extraordinairement par le Comité ou à la demande d'un cinquième (1/5) des membres de l'association.
7. L'Assemblée générale est régulièrement constituée quel que soit le nombre des membres présents.
8. Elle prend ses décisions à la majorité des membres présents qui votent à main levée.
9. Chaque membre dispose d'une voix. Les associations et organisations disposent également d'une voix et sont représentées par un de leurs membres. Il n'est pas possible de cumuler les voix.
10. Pour la modification des statuts et la dissolution de l'association la majorité des deux tiers est requise.

11. Aucune décision ne peut être prise sur un objet sans que celui-ci ait été inscrit au préalable à l'ordre du jour. En cas d'urgence, une décision du Comité est nécessaire pour déroger à la présente disposition.
12. Tout membre de l'association est habilité à demander par écrit au Comité à ce qu'un point soit inscrit à l'ordre du jour, au moins sept jours avant l'Assemblée générale.

Art. 8 comité

1. Le Comité a pour compétence de diriger l'association et de s'occuper des affaires courantes dans le cadre des orientations fixées par l'Assemblée générale.
2. Entre notamment dans le cadre de ses compétences, la faculté de prendre au nom de l'association position sur des projets de lois, des votations, des initiatives et référendums, tant cantonaux que fédéraux, d'office ou sur préavis d'un groupe de travail. Cette décision doit se faire à la majorité des deux tiers des membres du Comité.
3. Tous les travaux du Comité et des groupes de travail peuvent être consultés par les membres.
4. Le Comité veille à l'information régulière des membres sur ses activités et rédige notamment le rapport de gestion annuel.
5. Il est composé de six membres qui définissent leurs tâches et leur fonctionnement.
6. Le Comité est élu chaque année lors de l'Assemblée générale statutaire, à la majorité des membres présents. Chaque membre du Comité est élu individuellement.

Art. 9 vérificateurs des comptes

1. Les vérificateurs des comptes sont au nombre de deux.
2. Ils sont chargés une fois par an de faire un rapport à l'Assemblée générale sur la tenue des comptes.
3. Les vérificateurs des comptes sont élus ou reconduits chaque année lors de l'Assemblée générale statutaire à la majorité des membres présents.

Art. 10. groupes de travail

Des groupes de travail sont constitués par l'Assemblée générale pour répondre aux buts de l'association, dont notamment :

- a) un groupe « permanence pour les victimes »,
- b) un groupe « communications et médias ».
- c) Un groupe « politique »

Art 11 démission

Les membres ont le droit de quitter l'association en tout temps et avec effet immédiat. Pour ce faire, une simple lettre adressée au Comité suffit.

Art 12 perte ou refus de la qualité de membre

Le Comité se réserve le droit de refuser ou d'exclure un membre dont le comportement n'est pas compatible avec les buts poursuivis par l'association.

Article 13 cotisations

1. Chaque membre verse une cotisation à l'association selon sa capacité financière et/ou ses engagements dans l'association, mais cette cotisation s'élève au minimum à CHF 5.- par an.
2. Cette cotisation doit être versée au plus tard le 31 décembre de chaque année.

Article 14 engagement de l'association

1. Les membres du comité engagent l'association par signature individuelle.
2. Les engagements et les responsabilités de l'association sont uniquement garantis par l'actif social.
3. Un des objectifs subsidiaires de l'association est la défense de ses membres.

Art 15 dissolution

La dissolution de l'association est prononcée par l'Assemblée générale à la majorité qualifiée des deux tiers des membres. En ce cas, l'actif disponible sera entièrement attribué à une institution d'intérêt public poursuivant un but analogue à celui de l'observatoire sur les pratiques policières. En aucun cas les biens ne pourront retourner aux fondateurs ou aux membres, ni être utilisés à leur profit en tout ou partie et de quelque manière que ce soit.